

DECRET N°2017-007 du 11 janvier 2017
portant nomination des membres du Conseil
de Régulation de l'Autorité de Régulation des
Communications Electroniques et de la Poste
(ARCEP).

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT,
CHEF DU GOUVERNEMENT,**

- Vu la loi n°90-32 du 11 décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin ;
 - Vu la loi organique n° 2010-05 du 3 septembre 2010 fixant la liste des hauts fonctionnaires de l'Etat dont la nomination est faite par le Président de la République en Conseil des Ministres ;
 - Vu la loi n° 2014-14 du 09 juillet 2014 relative aux Communications électroniques et à la Poste en République du Bénin ;
 - Vu la décision portant proclamation, le 30 mars 2016 par la Cour Constitutionnelle, des résultats définitifs de l'élection présidentielle du 20 mars 2016 ;
 - Vu le décret n°2016-264 du 6 avril 2016 portant composition du Gouvernement ;
 - Vu le décret n°2016-292 du 17 mai 2016 fixant la structure-type des ministères ;
 - Vu le décret n°2016-420 du 20 juillet 2016 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère de l'Economie Numérique et de la Communication ;
 - Vu Le décret n°2014-599 du 09 octobre 2014 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et de la Poste du Bénin ;
- Sur proposition du Ministre de l'Economie Numérique et de la Communication,
- Le Conseil des Ministres entendu en sa séance du 11 janvier 2017

D E C R E T E :

Article 1^{er}: Les personnes dont les noms suivent sont nommées membres du Conseil de Régulation de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et de la Poste (ARCEP) :

- Monsieur Flavien BACHABI

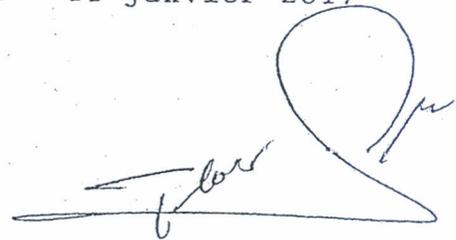
- Madame Carelle TOHO ACCLASSATO
- Monsieur Léopold ADJAKPA
- Monsieur James SECLONDE
- Monsieur Hakim AKPITI
- Monsieur François AGOUA
- Madame Esther GANDJI
- Monsieur Isidore VIEIRA
- Madame Fanta SANGARE BOURAIMA

Article 2 : Les intéressés doivent prendre toutes les dispositions diligentes pour faire la déclaration de leur patrimoine dans les quinze (15) jours calendaires au plus tard à compter de la prise et de la fin de leurs fonctions conformément à la loi.

Article 3 : Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, prend effet pour compter de la date de prise de fonction des intéressés et sera publié au Journal Officiel.

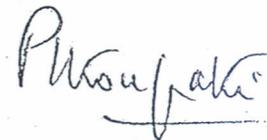
Fait à Cotonou, le 11 janvier 2017

Par le Président de la République,
Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement,



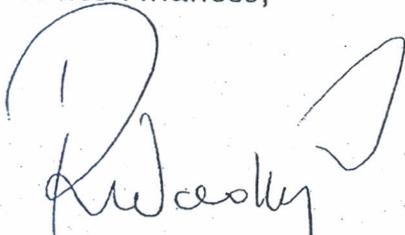
Patrice TALON

Le Ministre d'Etat, Secrétaire Général
de la Présidence de la République,



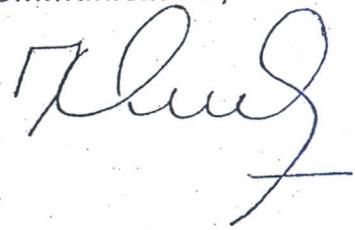
Pascal Irénée KOUPAKI

le Ministre de l'Economie
et des Finances,



Romuald WADAGNI

Le Ministre de l'Economie Numérique
et de la Communication,



Rafiatou MONROU

AMPLIATIONS : PR : 6 ; AN : 2 ; CC : 2 ; CS : 2 ; CES : 2 ; HAAC : 2 ; MESGPR : 2 ; MEF : 2 ; MENC : 2 ; AUTRES MINISTERES : 18 ; SGG : 4 ;
INTERESSES : 9 ; JORB : 1.